



GAGNER

sur le **DOSSIER**
de la
RETRAITE

c'est *à cœur ouvert* possible
en résistant et proposant

rejet
du projet
gouvernemental

INJUSTE

INÉQUITABLE

RÉTROGRADE

Les propositions des communistes s'articulent avec les points suivants :

- La retraite est un droit que nous voulons défendre.
- Les années gagnées en espérance de vie doivent permettre d'augmenter le temps de la retraite. La création actuelle des richesses le permet.
- Nous sommes pour un système basé sur les cotisations salariés et employeurs et non sur une fiscalisation. Pas de perspectives avec la CSG, mais au contraire le renforcement des Conseils d'administration de la protection sociale avec le retour aux élections dans les caisses de la Sécurité sociale.
- Nous voulons un régime de retraite par répartition à prestations définies avec une indexation des pensions sur les salaires et non les prix. Nous refusons le régime par point ou les comptes notionnels, nous voulons abroger les réformes Balladur et Fillon avec notamment la suppression de la décote, le retour aux dix années de référence pour le secteur privé et le retour aux 37,5 de durée de cotisation. À ce sujet, le PCF fait des propositions offensives sur le financement permettant à terme de diminuer la durée de « cotisation salarié ».
- Nous sommes pour consolider le régime complémentaire actuel et le pérenniser dans le cadre de négociations avec les organisations syndicales.

Nous sommes donc pour un départ à 60 ans à taux plein (75% du salaire de référence) pour tous et toutes, avec la prise en compte de la pénibilité de professions particulières donnant droit à des départs anticipés. La définition de la pénibilité doit aussi être établie en négociation avec les organisations syndicales.

- Les dispositions spécifiques pour les femmes doivent être maintenues et améliorées par la négociation.
- La validation des années d'études doit être mise en place et intégrée dans le calcul de la retraite. La sécurité d'emploi et de formation tout au long de la vie active complète le dispositif.

C'est possible avec trois propositions de financement :

- La mise en place d'un revenu d'autonomie et de formation de la jeunesse.
- Une réforme du financement passant par une refonte des cotisations avec la modulation de leur calcul. Elle augmenterait les cotisations des entrepreneurs qui compriment les emplois et les salaires, licencient, organisent la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée.
- Dans l'immédiat, la mise en place de cotisations au même taux que pour les cotisations employeurs sur les salaires, sur les revenus financiers des entreprises et des banques pour la protection sociale dont les retraites (260 milliards de revenus financiers en 2008, un peu plus en 2009 donneraient plus de 22 milliards/an pour les retraites).

Une vraie politique solidaire est possible.

Jean-Luc Gibelin

animateur de la commission Santé/protection sociale du PCF

L'ensemble des propositions du PCF sont accessibles sur www.onnebatpasenretraite.fr et www.pcf.fr ainsi que dans le numéro **spécial-retraites** de l'Humanité



« La droite table sur le fait que, quand on est jeune, la retraite n'est pas la préoccupation immédiate, et cela paraît d'autant plus un enjeu lointain que les jeunes ont comme priorité de sortir de la précarité qu'ils subissent et des difficultés qui s'amoncellent au quotidien... »

Pourtant, loin de la caricature d'une génération individualiste qu'on fait d'eux, les jeunes réclament une meilleure prise en compte de leurs aspirations personnelles... et davantage de solidarité. On le voit dans les mobilisations de la jeunesse, où fleurissent les slogans qui parlent d'un autre monde, plus solidaire. Il se pourrait bien, alors, que la jeunesse ne se révèle pas être le maillon faible sur lequel table la droite pour faire accepter sa réforme.»

Pierric Annot, secrétaire général du Mouvement des Jeunes Communistes
Humanité Dimanche spécial retraite

«Si on cède sur le bouclier fiscal, on perd sur tous les tableaux.»

un conseiller de Nicolas Sarkozy
Challenges N°207- 8 avril 2010

« À deux ans de la présidentielle, Nicolas Sarkozy ne peut rien entreprendre qui puisse donner des résultats tangibles. Surtout avec les difficultés budgétaires. Difficile dans ce climat de lancer une vraie réforme des retraites. Elle risque d'être à minimum. »

François Goulard
député UMP du Morbihan
Challenges N°207- 8 avril 2010

« La progression de 1,6% du produit intérieur brut par an qui a conduit au doublement des richesses en 40 ans, a permis de multiplier par 4,5 les dépenses des pensions et des retraites depuis 1960. Pourquoi cela serait-il interdit à l'avenir ? »

Patrick Appel-Muller - l'Humanité

« 18 mois après la débâcle financière, Wall Street donne encore le sentiment de n'avoir pas encore tiré les leçons de la crise, notamment en rémunérant encore copieusement ses ouailles. »

Challenges N°207- 8 avril 2010

« Si les banques continuent à être protégées par le contribuable et qu'elles sont libres de spéculer, je ne serai peut-être plus là pour voir la prochaine crise... »

Paul Vocker, conseiller économique de Barack Obama
Challenges N°207- 8 avril 2010

«... c'est une double peine que la droite veut imposer aux jeunes, car quand on alterne boulots précaires et périodes de chômage, c'est autant de trimestres de cotisations en moins qui viendront rogner le droit à une retraite pleine et entière »

Pierric Annot, secrétaire général du Mouvement des Jeunes Communistes
Humanité Dimanche spécial retraite

UNE VRAIE ALTERNATIVE POLITIQUE en termes de financement des retraites

Face aux volontés de recul de société du président de la République et de son gouvernement avec la « contre réforme des retraites », les parlementaires communistes ont travaillé un projet de loi alternatif.

Les grandes lignes de ce projet sont les suivantes :

Cette loi alternative porte sur un financement dynamique du régime général d'assurance vieillesse et diverses mesures d'assainissements des finances sociales.

Après un exposé des motifs reprenant les grandes orientations des propositions communistes sur les retraites, le projet s'attache à démontrer qu'il est possible de financer une autre politique que celle de la baisse continue du montant des pensions, de l'augmentation de la durée de cotisation, du recul de l'âge de départ réel en retraite qui sont les axes de la politique du pouvoir actuel.

La première mesure consiste en la création d'une contribution des revenus financiers des sociétés financières et non financières à un taux identique à celui des cotisations d'assurance vieillesse à la charge des employeurs soit 9,9%.

La seconde porte sur la modulation des cotisations versées par les employeurs en fonction de la variation annuelle du ratio de répartition des richesses de l'entreprise (part de la masse salariale augmentée des dépenses de formation dans la valeur ajoutée augmentée des produits financiers). Il s'agit de « taxer » les entreprises qui préfèrent augmenter leurs profits au détriment de l'emploi et de la formation des salariés.

Une autre mesure vise à remettre en cause le bouclier fiscal voté dès le début de la mandature par la majorité de droite.

Des articles prévoient d'assujettir les stock-options, les parachutes dorés, les retraites chapeaux à une contribution au profit des régimes d'assurance vieillesse.

Ce projet de loi fera l'objet d'une popularisation durant l'été et sera une vraie alternative lors du débat du mois de septembre. Il importe que les salariés s'en saisissent le plus largement possible.

AUX AGENCES RÉGIONALES DE SANTÉ DU GOUVERNEMENT SARKOZY

opposons une autre politique de santé avec les *Assises régionales de la santé*

Avec la loi *Hôpital, patient, santé, territoire* (HPST), la mise en place des *Agences régionales de la santé* (ARS), nous sommes entrés depuis début avril, dans l'ère de la structuration politique, au plan des régions, des questions de la Santé et de la Protection sociale. Ce n'est pas une régionalisation, mais une hyper concentration au niveau du préfet de région et du directeur général des ARS de pouvoirs considérables, sous contrôle du ministère de l'Intérieur.

C'est un pas supplémentaire dans la marchandisation et la privatisation de la santé, à la base de la loi HPST, qui sera de surcroît financé par l'assurance maladie, organisant chaque jour son déficit pour mieux la livrer aux appétits dans grands groupes financiers de l'Assurance.

Avec les ARS, la santé est ainsi confisquée aux élu-e-s locaux, aux personnels médicaux et aux représentants des salarié-e-s.

Avec les ARS, ce sera plus de fermeture de services et d'hôpitaux, mais aussi des centres de santé en danger, une médecine libérale à plusieurs vitesses, des spécialistes difficilement accessibles, des centres IVG et des maternités de proximité qui ferment...

Avec les ARS, nous allons vers une Sécu de plus en plus chère, une mutuelle hors de portée des salariés, un renoncement aux soins qui s'aggrave...

Avec les ARS, c'est le démantèlement de la psychiatrie et son instrumentalisation sécuritaire.

Les communistes continueront à tout faire pour s'opposer, dans les Régions, à cette loi voulue par l'Europe du traité de Lisbonne. La gauche, victorieuse, doit faire des Régions des points d'appui pour les luttes des personnels de la santé, des élu-e-s et des usagers face aux ARS et à la politique du gouvernement Sarkozy.

Les communistes se veulent porteurs des propositions du Front de Gauche pendant cette campagne des régionales, pour imposer dans les régions la mise en place des *Assises régionales de la santé*, afin d'opposer aux ARS une politique de santé définie ensemble et contrôlée démocratiquement au plus près des usagers, pour promouvoir une protection sociale basée sur le principe « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ».

Fabien Cohen

DES CHIFFRES

579,85

C'est, en euros, le montant du minimum contributif que perçoivent 4 millions de retraités/pauvres.

Humanité Dimanche spécial retraite

4,47

C'est, en milliards d'euros, le montant du bénéfice que se sont partagés les actionnaires de GDF Suez, en 2009.

Humanité 29 mai 2010

33

C'est, en millions d'euros, le montant du salaire annuel d'un jeune footballeur, Lionel Messi... *N'est-il pas scandaleux qu'il gagne, à 22 ans, ... 1000 fois plus qu'une infirmière ?*

Challenges N°207 8 avril 2010

2

C'est, en millions d'euros, le montant de la retraite annuelle de l'ancien PDG de Vinci, une indemnité de 12,6 millions d'euros avant de quitter l'entreprise et 124 millions d'euros, montant d'une plus-value attendue, sur ses stock-options.

Challenges N°207 8 avril 2010

4,2

C'est, en milliards d'euros le coût des exonérations des heures supplémentaires.

Challenges N°207 8 avril 2010

2,09

C'est le taux de fécondité en France contre 1,6 dans l'Union européenne. Un taux satisfaisant qui le place en tête des pays de l'Union européenne.

Humanité Dimanche spécial retraite

71%

C'est l'augmentation du taux du produit intérieur brut (PIB) sur 25 ans.

Humanité Dimanche spécial retraite

100 000

emplois créés, c'est 1,5 milliards en plus chaque année pour la Sécurité sociale.

Humanité Dimanche spécial retraite

70

C'est, en milliards d'euros, le montant annuels des niches fiscales.

Humanité Dimanche spécial retraite

22,2

C'est, en milliards d'euros, ce que pourrait rapporter, en plus, la taxation des revenus financiers des entreprises et des banques à hauteur du taux appliqué aux cotisations patronales.

Humanité Dimanche spécial retraite



3 QUESTIONS À Nathalie Marchand syndicaliste à l'APHP

👉 Quelles sont les caractéristiques de la lutte à l'APHP du début 2010 ?

Elle a pris une place importante dans les consciences des agents, lorsque la presse affichait brutalement sa « mise en demeure et en concurrence forcée », par l'annonce d'un plan d'économie de 300 millions d'euros, la suppression de 4000 emplois, les restructurations engagées concédant certains secteurs au privé et diminuant l'offre de soins par la fusion de pôle d'activité.

Puis les transferts d'activités se sont programmés sans concertation, enfin l'annonce concernant la restructuration du siège, qui prévoyait de concentrer les activités en délocalisant 600 emplois et en réduisant la voilure et les dépenses publiques ; associée au fait que la vente du siège, symbole de l'unicité de l'APHP, devenait soi-disant nécessaire.

Alors, les syndicalistes ont décidé de s'organiser en occupant le siège pour réclamer l'ouverture de négociations sur plusieurs thématiques : emplois, formation, projets médicaux et plan stratégique, le patrimoine de l'APHP. En refusant catégoriquement la vente du siège et d'autres hôpitaux en voie de fermeture.

👉👉👉 Quels liens avec les usagers ont-ils été construits ?

La part prise par les usagers dans cette lutte s'est exprimée aux travers des comités de défense des hôpitaux qui se sont multipliés ces derniers mois. Les liens se sont créés à l'aide du matériel mis à disposition : pétitions, tracts, interventions écrites, débats.

L'attachement de la population à l'Hôpital public est réel. Les échanges avec la population, avec les usagers sont très importants et constructifs. Ils

👉👉👉 De la rue aux urnes ?

Oui, il y a une continuité forte à travailler entre la lutte organisée dans la rue et la concrétisation des votes des citoyens. Le rassemblement de ces deux paramètres est indispensable !

Oui, ces moments n'ont fait qu'amplifier mon engagement.

Oui, il a été nécessaire de redonner confiance aux personnels et aux usagers en articulant les mobilisations, manifestations et le nécessaire vote pour

la lutte c'est tous les jours à l'hôpital !
défendre l'hôpital ne se fera pas sans
la participation
active des
syndicalistes
des membres
d'associations
des usagers
et des politiques



Nathalie Marchand
et Pierre Laurent

La lutte s'est renforcée et nombreux hôpitaux étaient en grève. À cela s'ajoute la prise en compte des usagers dans cette lutte, eux-mêmes très engagés dans les comités de défense des hôpitaux.

La lutte a pris naissance dans le refus unitaire de la mise en place des Agences régionales de la santé et face au passage en force par le gouvernement pour la mise en œuvre de la loi. Ainsi, la politique des regroupements d'hôpitaux a été clairement rejetée par l'ensemble de la communauté hospitalière, y compris par la communauté médicale.

Chaque catégorie professionnelle a affirmé fortement son désaccord face à la loi HPST et l'articulation de la politique contenue dans cette loi, qui ne laisse que peu de place au service public au vu du système comptable imposée par la T2A qui implique concurrence et abandonne des pans entiers d'activités dite « peu rentables ».

appellent fortement une vraie politique de gauche. Aussi, je n'ai jamais été gênée pour parler politique et livrer mon engagement pour le Front de Gauche. L'unité a toujours été réclamée et avancée.

Rassurer, échanger, donner de l'espoir sur un autre possible et proposer une alternative à la réforme HPST relève d'une même démarche pour moi.

faire stopper la droite et résister à ses projets dévastateurs.

Parce que chacun et chacune a pris conscience que la santé n'est pas une marchandise et que la solidarité est une valeur universelle dont le peuple a besoin.

La défense des acquis sociaux, du service public de santé, de la Sécurité sociale, de la retraite mobilise la population. C'est un vrai signe d'espoir !